

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2023
(Convocation du 07 juillet 2023)

Aujourd'hui, le 19 juillet 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	28
• Voix	180
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	180
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescoute, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Programme d'actions - Gestion intégrée - Programme d'actions 2023 - Nouvelle action - Étude de prélocalisation des zones humides du bassin de l'Adour - Fiche n° 39

Exposé des motifs :

Suite aux études réalisées dans le cadre des SAGE et à la mise en place de bases de données visant à centraliser, capitaliser et mettre à disposition la connaissance sur les zones humides à l'échelle du bassin de l'Adour, l'Institution Adour a acquis une expertise permettant, selon ses prérogatives et à l'échelle de tout le bassin versant de l'Adour, de travailler ce sujet en concertation, dans un principe de coordination globale et de suivi/accompagnement des acteurs et maîtrises d'ouvrages locaux tout en s'impliquant plus concrètement dans des missions d'intérêt pour le territoire.

En accord avec l'agence de l'eau Adour-Garonne, l'Institution Adour prévoit une étude pour produire une donnée de probabilité de présence de zones humides à l'échelle de tous les territoires non encore couverts par ce type d'information. Cette étude vise à améliorer la connaissance à l'échelle du bassin de l'Adour et à favoriser la réalisation d'inventaires de terrain pour confirmer la présence de zones humides. Elle portera également sur le territoire des Landes hors bassin de l'Adour, dans un souci de couverture de tout le territoire départemental par une donnée de prélocalisation uniforme.

Au-delà de l'étude de prélocalisation répondant à un besoin global d'amélioration des connaissances sur le territoire, l'objectif de ce travail est de poursuivre et consolider le déploiement d'une mission globale et d'une expertise sur les zones humides au sein de l'EPTB à mettre au service des territoires du bassin de l'Adour pour :

- Suivre et accompagner les démarches menées localement avec le double objectif de coordonner les démarches à l'échelle de tout le bassin et de capitaliser, centraliser et valoriser la donnée utile de manière transversale à l'échelle du bassin de l'Adour ;
- Proposer de porter en lien avec les collectivités locales les démarches d'inventaires, pour leur compte et en partenariat avec elles, dans un principe de mise à disposition de l'ingénierie nécessaire et de mutualisation de moyens ;
- Développer des sujets de travail à l'échelle du bassin de l'Adour pouvant être utiles à l'ensemble du territoire et des acteurs locaux, dans un principe d'approche globale, partagée, concertée : accompagnement de porteurs de projets (dossier loi sur l'eau, documents d'urbanisme, projets d'aménagements, etc.), compensation, intégration dans les plans de gestion, etc. ;
- Développer des réseaux et groupes de travail au sein du bassin entre acteurs intéressés/concernés mais aussi être un relais au niveau des acteurs et réseaux régionaux/nationaux ;
- Etc...

L'Institution Adour propose donc d'engager cette année 2023 une étude de prélocalisation des zones humides sur les territoires du bassin de l'Adour et du Département des Landes non encore couverts par ce type de données. Ce travail sera mené dans le cadre d'une prestation de service et dans un principe de concertation ; des instances de travail technique et politique ad hoc seront constituées. Il sera travaillé en lien et en complémentarité avec les démarches locales engagées, avec l'objectif final de capitaliser l'ensemble des données produites dans les bases de données constituées à l'échelle du bassin de l'Adour, gérées par l'Institution Adour.

Le montant de l'étude est évalué à 240 000 € TTC. L'agence de l'eau finance l'opération à 80% du montant HT. Il est proposé aux Départements de financer le reste à charge de cette étude dans un principe de mutualisation de moyens et de solidarité d'action, au prorata des territoires concernés par l'étude sur chaque Département.

Considérant la disposition D38 du SDAGE Adour-Garonne qui encourage l'État, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements compétents, les commissions locales de l'eau, à cartographier les milieux et zones humides afin de faciliter leur intégration dans les politiques publiques,



Considérant la sollicitation de l'agence de l'eau Adour-Garonne par courrier à l'EPTB en date du 1^{er} septembre 2022 pour participer à l'effort d'amélioration des connaissances à l'échelle du bassin de l'Adour,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver l'ajout au programme d'actions 2023 de la fiche programme n°39 ci annexée, cette action au programme 2023,
- d'arrêter à 240 000 € TTC le montant prévisionnel de cette opération,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel présenté dans la fiche programme n°39 ci annexée,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 juillet 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE


INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

FICHE DE PROPOSITION n° 39

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Étude de prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Adour et du Département des Landes

Zone d'influence :

 Superficie d'influence totale : bassin de l'Adour + département des Landes soit près de 21 200 km²

Départements concernés : Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées.

 Surface d'étude : 10 347 km²

Description de l'opération :

Origine

Suite aux études réalisées dans le cadre des SAGE et à la mise en place de bases de données visant à centraliser, capitaliser et mettre à disposition la connaissance sur les zones humides à l'échelle du bassin de l'Adour, l'Institution Adour a acquis une expertise permettant, selon ses prérogatives et à l'échelle de tout le bassin versant de l'Adour, de travailler ce sujet en concertation, dans un principe de coordination globale et de suivi/accompagnement des acteurs et maîtrise d'ouvrages locaux tout en s'impliquant plus concrètement dans des missions d'intérêt pour le territoire.

Buts

En accord avec l'agence de l'eau, une étude sera portée par l'Institution Adour pour produire une donnée de probabilité de présence de zones humides à l'échelle de tous les territoires non encore couverts par ce type d'information. Cette étude vise à améliorer la connaissance à l'échelle du bassin de l'Adour et à favoriser la réalisation d'inventaires de terrain pour confirmer la présence de zones humides.

Au-delà de l'étude de prélocalisation répondant à une sollicitation de l'agence de l'eau mais également à un besoin global d'amélioration des connaissances sur le territoire, l'objectif de ce travail est de poursuivre et consolider le déploiement d'une mission globale et d'une expertise sur les zones humides au sein de l'EPTB à mettre au service des territoires du bassin de l'Adour pour :

- A minima suivre et accompagner les démarches menées localement avec le double objectif de coordonner les démarches à l'échelle de tout le bassin et de capitaliser, centraliser et valoriser la donnée utile de manière transversale à l'échelle du bassin de l'Adour ;
- Proposer de porter en lien avec les collectivités locales les démarches d'inventaires, pour leur compte et en partenariat avec elles, dans un principe de mise à disposition de l'ingénierie nécessaire et de mutualisation de moyens ;



- Développer des sujets de travail à l'échelle du bassin de l'Adour pouvant être utiles à l'ensemble du territoire et des acteurs locaux, dans un principe d'approche globale, partagée, concertée : accompagnement de porteurs de projets (dossier loi sur l'eau, documents d'urbanisme, aménagements, etc.), compensation, intégration dans les plans de gestion, etc. ;
- Développer des réseaux et groupes de travail au sein du bassin entre acteurs intéressés/concernés mais aussi être un relais au niveau des acteurs et réseaux régionaux/nationaux ;
- Etc...

La connaissance acquise sur les zones humides peut être utile pour de nombreux projets de territoire : projet de planification de l'eau (SAGE notamment), documents d'urbanisme, projets d'aménagements, plan de gestion des collectivités compétentes pour la GEMAPI, etc.

Il est tout de même important de noter que l'effort d'amélioration des connaissances sur les zones humides n'est cependant que rarement exhaustif et représente une démarche continue.

Contenu

L'étude sera réalisée dans le cadre d'une prestation de service. La méthodologie utilisée alliera des méthodes de calculs numériques couplés à du travail de photointerprétation. La donnée préexistante sera valorisée. Ce travail vise à couvrir tout le territoire investigué par une donnée de probabilité de présence de zones humides (faible, moyenne, forte ou très forte). Ce type de méthode et ses résultats permettent en outre d'impulser la dynamique d'inventaires de terrain, nécessaire pour confirmer la présence de zones humides.

Le travail sera mené sur tout le territoire du bassin de l'Adour et du département des Landes non encore couvert par des démarches similaires, qui seraient déjà réalisées ou en cours. Sur ces derniers, un suivi voire un accompagnement des porteurs de projet est réalisé. Le travail sera mené en concertation avec les collectivités locales du bassin de l'Adour et des Landes et l'objectif final est de pouvoir capitaliser l'ensemble des données produites dans les bases de données de l'Institution Adour.

Interventions antérieures :

Inventaires des zones vertes du SAGE de la Midouze - 2008

Prélocalisation des zones humides du SAGE Adour amont - 2009

Mise en place de bases de données du bassin de l'Adour - 2017

Prélocalisation et inventaire des zones humides du SAGE Adour aval - 2019

Echéance - Délais :

Engagement de l'étude au 2nd semestre 2023.

Durée prévisionnelle estimée : 24 mois.

Coût de l'opération : 240 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

L'agence de l'eau Adour-Garonne finance l'opération à 80% du montant HT de l'étude. Pour le reste à charge et dans un principe de coordination et solidarité territoriale, il est envisagé de prévoir le partage du résiduel entre les 4 Départements, au prorata des surfaces concernées.

Agence de l'eau Adour-Garonne (80% du HT)	160 000 €
Autofinancement	80 000 €
<i>dont Département du Gers (8%)</i>	<i>6 400 €</i>
<i>dont Département des Landes (51%)</i>	<i>40 800 €</i>
<i>dont Département des Pyrénées-Atlantiques (29%)</i>	<i>23 200 €</i>
<i>dont Département des Hautes-Pyrénées (12%)</i>	<i>9 600 €</i>
TOTAL	240 000 €





Plan de situation :

Le territoire minimum ainsi concerné par l'étude représente une surface de 10 347 km², réparti entre les 4 départements comme suit :

- département des Landes : 5 242 km² soit 51%
- département des Pyrénées-Atlantiques : 3 000 km² soit 29%
- département du Gers : 802 km² soit 8%
- département des Hautes-Pyrénées : 1 302 km² soit 12%

